



Extrait du Le Journal des Alternatives

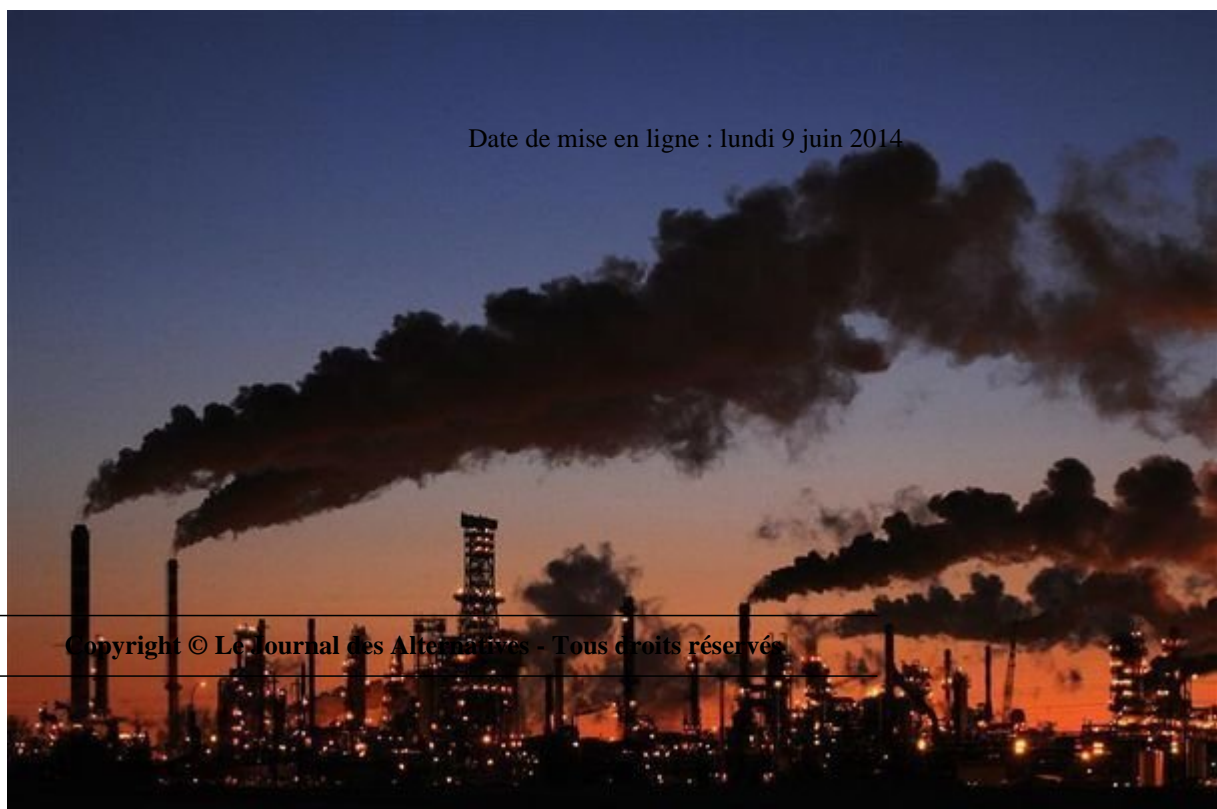
<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7855>

Si nous ne stoppons pas les entreprises polluantes et ne
changeons pas le système

Pas d'alternative au chaos climatique

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -

Date de mise en ligne : lundi 9 juin 2014



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Les négociations sur le changement climatique sont dominées par des États irresponsables, des pollueurs et des entreprises qui se soucient de leurs propres activités et de la recherche de profits qu'elles peuvent réaliser à partir de nouvelles exploitations de combustibles fossiles et à travers les nouveaux marchés du carbone, détruisant les forêts, les sols, les zones humides, les rivières, les mangroves et les océans, contribuant à la financiarisation et la privatisation des écosystèmes et de la nature dont dépendent nos existences.

Ceci a été plus qu'évident lors de la dernière Conférence des Parties (COP) de l'ONU sur le changement climatique à Varsovie (Pologne) où, parallèlement aux négociations sur le climat, un sommet de l'industrie du charbon faisait une promotion sans vergogne du mensonge qu'est le « charbon propre ». A Varsovie, les pays (passés et présents) les plus responsables des émissions de gaz à effets de serre n'ont absolument rien fait pour transformer les principales causes socio-économiques de la crise climatique tels que les politiques de commerce et d'investissement, d'énergie, de transport et d'agriculture, pas plus qu'ils n'ont tenté de véritablement réduire les émissions à la source. Les fonds publics engagés pour l'adaptation et pour le fonds vert pour le climat sont tout simplement une plaisanterie par rapport aux financements alloués au subventionnement des énergies sales, ou au sauvetage des banques et du système financier.

Cette situation a conduit à ce que la plupart des organisations de la société civile quittent les négociations sur le climat de Varsovie afin de sensibiliser et déplacer l'attention publique sur les populations mobilisées et les communautés qui résistent en première ligne aux industries polluantes, ceci afin d'envoyer un message clair : à travers le monde, nombreux sont ceux qui mettent déjà en oeuvre des alternatives énergétiques locales, sûres en terme de climat, et les gouvernements devraient les écouter et arrêter de mettre en oeuvre des politiques en faveur des entreprises polluantes et de leurs intérêts économiques.

Six mois se sont écoulés depuis Varsovie et la situation a empiré. Les négociations sur le climat qui se déroulent à Bonn (Allemagne 4-15 juin) n'ont pas pour objet de déterminer comment réduire les émissions à 38 gigatonnes d'équivalent CO₂ d'ici à 2020, afin d'éviter de brûler la planète avec des émissions qui pourraient atteindre 57 gigatonnes d'équivalent CO₂ d'ici à 2020. Si nous perdons cette décennie, c'est le chaos climatique assuré. Aucun futur accord ne sera en mesure de réparer les dégâts occasionnés par les émissions de gaz à effets de serre actuelles. Le temps est venu d'agir. Il n'est absolument plus possible de perdre du temps et de l'énergie pour des fausses solutions qui maintiennent le business as usual.

En outre, le Sommet sur le climat de l'ONU de Ban Ki-moon qui se déroulera à New-York en septembre, est sous l'emprise du secteur privé qui pourra profiter du précieux accès réservé aux grandes entreprises, y compris les grands pollueurs. Cet accès privilégié approfondit la dangereuse et illégitime capture des espaces politiques publics par le secteur privé.

Le changement climatique n'est pas seulement un problème environnemental. Il est le résultat d'un système économique injuste visant à poursuivre une croissance sans fin, à concentrer la richesse dans les mains de quelques-uns qui surexploitent la nature jusqu'au point d'effondrement. Pour vraiment répondre à la crise climatique, la surexploitation de la nature et des populations - actuellement menée par des entreprises polluantes dont la priorité est de maximiser leurs profits - doit être immédiatement arrêtée. La prolifération des industries extractives, des projets de fracturation hydraulique et d'exploitation des sables bitumineux, la privatisation menée à travers les projets de reconstruction faisant suite aux catastrophes naturelles, sont engendrés par un système capitaliste qui doit être changé. La crise climatique ne sera pas résolue sans s'attaquer aux causes profondes des dérèglements climatiques.

« Changer le système, pas le climat » implique, entre autres mesures, de laisser plus de deux tiers des réserves de combustibles fossiles dans le sol ; d'interdire toute nouvelle exploration et exploitation de pétrole et de gaz, de sables

bitumineux, de gaz et pétrole de schiste, de charbon, d'uranium ; de mettre fin à la domination des formes industrielles orientées vers l'exportation de la production alimentaire, et de promouvoir l'agriculture à petite échelle et un système agricole qui assure la souveraineté alimentaire ; de soutenir le développement des économies locales soutenables, basées sur la participation des populations, l'équité et la protection des ressources naturelles ; de démanteler l'industrie et les infrastructures militaires ; de réduire le temps de travail et créer plus d'emplois pour restaurer la nature ; stopper et revoir les accords commerciaux et d'investissement rédigés en faveur du secteur privé.

« Changer le système, pas le climat » c'est aussi la lutte contre les fausses solutions au changement climatique comme les subventions publiques aux « charbon propre » et à la capture et au stockage du carbone, les marchés du carbone, la privatisation des forêts et de la biodiversité (à travers les dispositifs comme REDD), les projets d'agriculture intelligente face au climat (« climate smart agriculture projects »), la géo-ingénierie, la biologie de synthèse, les agrocarburants industriels, les OGM, etc.

« Changer le système, pas le climat » exige également que l'OMC et le système des accords de libre-échange, l'empire mondial des entreprises transnationales et des banques soient démantelés. Seule une société fondée sur un contrôle démocratique des politiques, des ressources, des financements et des moyens de production, sur une répartition juste et équitable du travail (y compris le travail domestique et le travail des migrants), sur les droits des femmes et des populations indigènes et le respect de la souveraineté des populations, sera en mesure de garantir la justice économique, sociale et environnementale. Changer le système nécessite de mettre fin à la société patriarcale afin de garantir les droits des femmes dans tous les aspects de la vie.

De nombreuses propositions contiennent déjà des éléments clés nécessaires pour construire de nouvelles alternatives systémiques comme le Buen Vivir, la défense des biens communs, le respect des territoires indigènes et des aires de conservation communautaires, les droits de la Terre Mère - les Droits de la Nature, la souveraineté alimentaire, la prospérité sans la croissance, la déglobalisation, l'indice de bonheur, les devoirs et les droits des générations futures, l'accord des peuples de Cochabamba, etc.

La crise climatique est une immense menace à laquelle on ne peut s'atteler qu'en articulant les luttes et mouvements sociaux, démocratiques et écologiques. Les luttes se mènent sur tous sur les fronts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des négociations sur le climat, mais elles ont besoin de suivre une stratégie commune et de se concentrer sur le même objectif - la modification du système pour stopper les dérèglements climatiques. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, des efforts doivent être faits pour mettre fin au « business as usual » et à la main-mise du secteur privé sur la planète et ses ressources. Il n'y aura pas d'alternative au chaos climatique si nous ne faisons rien pour affronter et contester l'inaction de nos gouvernements détournée par les entreprises polluantes. Il est crucial pour nous de renforcer toutes nos luttes concrètes sur le terrain et concentrer nos énergies sur la transformation du système.

Le temps des faibles stratégies, des demi-mesures ou des promesses vides qui conduisent à perpétuer les activités des pollueurs, est dépassé. Si nous voulons récupérer notre avenir, nous devons changer le présent - changer le système et non le climat. Pour cela, nous avons besoin de tout le monde.

Post-scriptum :

Cette déclaration est co-signée par :

*Alliance of Progressive Labor, Philippines
Alternatives International
ATTAC France
Ecologistas en Acción*

Fairwatch, Italy

Focus on the Global South

HOMEF Nigeria

Global Forest Coalition

Grassroots Global Justice Alliance

Migrants Rights International

OilWatch International

Polaris Institute

Transnational Institute